

Pandémie, capitalisme et climat

contretemps.eu/pandemie-capitalisme-et-climat

Daniel Tanuro

16 avril
2020



Daniel Tanuro est agronome, militant écosocialiste en Belgique, auteur (notamment) de L'impossible capitalisme vert (La Découverte) et de nombreux articles pour Contretemps. Le 3 avril dernier il donnait une conférence (confinée) sur les enjeux politiques qui se nouent actuellement entre crise du coronavirus et crise climatique. On peut retrouver la vidéo de cette conférence [ici](#), dont nous présentons une retranscription ci-dessous.

Cette pandémie est un véritable événement avec un E majuscule, un événement historique : il y aura un avant et un après à l'échelle mondiale, pas tellement par rapport au nombre de victimes, même s'il est important, il est tout de même nettement inférieur à celui de la grippe « espagnole » après la première guerre mondiale qui avait causé plus de 20 millions de morts, on en est heureusement loin aujourd'hui.

Ce qui donne à l'événement une portée historique c'est que la machine capitaliste à profits est quasiment arrêtée à l'échelle mondiale, parce qu'il y a une petite chose qui n'est même pas un animal, qui est un virus, à peine une forme du vivant, qui détraque toute la machine et qui menace la santé des gens. Il faut donc protéger la vie, il faut protéger les malades, il faut les soigner, il faut protéger aussi la main d'œuvre pour

l'économie capitaliste. Et cette crise très profonde intervient dans un contexte particulier : elle intervient au moment où le capitalisme avait commencé une récession, depuis déjà 2019. Cette récession avait commencé et la pandémie l'amplifie de façon absolument extraordinaire. Un point important est que cette situation déplace le focus médiatique et politique : en temps normal de quoi nous parle-t-on ? On nous parle de la croissance du PIB, de la balance des paiements, on nous parle de l'inflation, du taux de change, des taux d'intérêt, etc., tous ces indicateurs abstraits de l'accumulation du profit capitaliste, de l'accumulation de valeur abstraite... Et aujourd'hui à la faveur de cette pandémie le focus est tout à fait différent : l'attention politique et médiatique est complètement focalisée sur le travail des infirmiers, des infirmières, leur surcharge de travail, sur les malades qui meurent, ceux qui guérissent, sur le travail des éboueurs ou du personnel dans les magasins d'alimentation, le sort des personnes confinées, des non-confinés, etc.

Pour résumer, en temps normal on nous parle de l'abstraction de la non-vie, et maintenant dans cette épidémie on nous parle de la vie et de la mort c'est-à-dire du vivant. Il y a là un changement très important au niveau de l'ambiance idéologique générale sur lequel nous reviendrons.

*

Deuxièmement, l'épidémie n'est pas une régression vers les épidémies des temps anciens, ce n'est pas un retour vers la peste noire du moyen-âge par exemple, c'est tout autre chose.

Il y a plusieurs décennies que se multiplient des viroses d'un type particulier. On a connu le Sida tout d'abord, puis le zika, puis la peste porcine, la grippe aviaire, le chikungunya, le SRAS-1 en 2002, maintenant le SARS-COV2. Toutes ces viroses ont pour particularité de naître dans des environnements naturels détraqués, agressés, ou dans des élevages industriels. Ce sont ce qu'on appelle des zoonoses, c'est à dire que le virus qui vit chez des animaux saute la barrière des espèces et contamine homo sapiens. L'origine de cette pandémie est donc tout à fait nouvelle et spécifique par rapport à celles du passé. Le virus lui-même est un produit des contradictions du capitalisme.

Le mode de diffusion de l'épidémie est également particulier ; l'épidémie va très vite, elle est très rapidement mondiale – les épidémies du passé n'étaient jamais mondiales, elles étaient continentales – et elle se diffuse évidemment grâce aux moyens de communication modernes en particulier les transports aériens, d'autant plus vite que l'humanité est regroupée dans d'énormes cités, des mégapoles, comme Wuhan qui est une ville de plusieurs millions d'habitants.

Ces deux facteurs-là, l'origine particulière du virus et son mode de diffusion, signifient qu'on n'a pas à faire à des virus archaïques, on n'a pas d'épidémie archaïque, on a au contraire, pour parler comme Bruno Latour, des épidémies modernes, des épidémies de l'Anthropocène.

*

Troisièmement, il ne s'agit pas uniquement d'une crise sanitaire. Il y a évidemment un aspect de crise sanitaire qui est aigu et très important, mais cette crise sanitaire fait partie en fait d'une crise écologique et sociale beaucoup plus vaste. En fait, la crise du covid-19 est la première crise globale – sociale, écologique et économique – de l'Anthropocène.

Des scientifiques qui, depuis quelques années 2000 se sont mis à étudier ce qu'on appelle la grande accélération et le changement global, ont identifié les paramètres de la soutenabilité de l'existence humaine sur cette terre : 1) Le changement climatique ; 2) le déclin de la biodiversité ; 3) les ressources en eau douce ; 4) la pollution chimique ; 5) la pollution atmosphérique aux particules fines ; 6) l'état de la couche d'ozone ; 7) l'état des cycles de l'azote et du phosphore ; 8) l'acidification des océans ; 9) l'occupation des sols ; 10) la couche d'ozone. En conclusion de leur rapport, remis en 2015, ces scientifiques ont estimé que le plafond de la soutenabilité était franchi pour quatre de ces paramètres : le climat, la biodiversité, l'azote et les sols.

Pour reprendre un langage biblique on pourrait dire que ces quatre paramètres sont les quatre cavaliers de l'apocalypse de l'Anthropocène, et la pandémie que nous sommes en train de vivre nous envoie un message, elle nous signale que ce quatuor de cavaliers est rejoint par un cinquième qui est aujourd'hui le risque épidémique.

*

Quatrième point, ce risque épidémique ne tombe pas du ciel, c'est une menace connue. Car nous avons la chance aujourd'hui de bénéficier d'un progrès des sciences absolument extraordinaire avec des capacités d'anticipation qui sont magnifiques. Les scientifiques nous ont prévenu des risques – non seulement d'une épidémie en général mais même très précisément du risque d'une épidémie de ce type-là. Après l'épidémie du SRAS en 2002 qui était déjà un coronavirus, une série de scientifiques sont arrivés à ces conclusions qui ont été traduites dans des rapports officiels, notamment deux rapports à l'assemblée nationale française (2005 et 2009), qui pointaient la grande probabilité de voir se répéter une nouvelle épidémie comme celle du SRAS, provoquée par une zoonose, un virus d'origine animale qui saute la barrière des espèces et se répand au sein de l'espèce homo sapiens. L'OMS elle-même, pas plus tard qu'en 2018, dressait une liste des menaces sanitaires qui pèsent sur le globe avec une série d'agents pathogènes connus, dans laquelle elle avait inséré une maladie X, parce que l'OMS estimait probable l'apparition d'un pathogène inconnu, capable de provoquer une épidémie aux conséquences très graves, une perturbation complète de la société à l'échelle mondiale. Et l'OMS estimait probable que ce nouvel agent pathogène soit de nouveau du type coronavirus.

Nous sommes donc dans un scénario connu, comme celui du changement climatique, pour lequel il y a plus de 50 ans que les scientifiques tirent la sonnette d'alarme en disant que si nous continuons à envoyer des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, on va déséquilibrer complètement le système climatique et que ça pourrait avoir des conséquences absolument dramatiques. Là aussi, les gouvernements n'en tiennent

absolument pas compte ; comme on le sait, les émissions de gaz à effet de serre continuent à augmenter – sauf maintenant avec la pandémie, elles se réduisent substantiellement. Le comble de l'absurdité ou de l'aveuglement des décideurs politiques, c'est que, concernant la pandémie, en 2003, des chercheurs belges et français sont arrivés à la conclusion que les coronavirus constituent une catégorie très stable de virus et qu'il serait donc assez facilement possible de trouver un traitement qui serait valable non seulement pour le SRAS-1 mais aussi pour d'autres coronavirus qui viendraient après. Ils estimaient le coût de ces recherches à 200 ou 300 millions d'euros. Il leur fallait bien évidemment des subsides publics qu'ils n'ont pas obtenus, parce que les gouvernements considèrent que la recherche sur les médicaments appartient à l'industrie pharmaceutique, alors que celle-ci ne fait pas de recherche pour le bien de l'humanité ou la santé publique mais pour le profit. Il lui faut donc un marché et des clients solvables. Or l'épidémie de SRAS était passée, il n'y avait donc plus de marché, plus de clients, donc on n'a pas fait de recherches à ce sujet. Cela illustre la marque de l'attitude politique des décideurs et des responsables économiques face aux grandes menaces écologiques dont la pandémie fait désormais partie, à savoir cette incapacité à prendre compte ce qui est connu et les avertissements qui leurs sont lancés.

Cette surdité ou cet aveuglement sont d'abord dus au fait que les décideurs politiques sont complètement subordonnés au diktat des impératifs capitalistes du profit à court terme, ils ont donc le « nez dans le guidon ». Deuxièmement, il y a une raison plus idéologique : ils sont eux-mêmes intoxiqués par l'idéologie du capitalisme, l'idéologie néolibérale et considèrent que les lois du marché sont plus fortes que les lois de la biologie pour le virus ou que les lois de la physique pour ce qui est du changement climatique. Ils considèrent que les lois de leur système économique sont des lois naturelles supérieures et que le marché va tout régler en cas de problème. Or on constate plus que jamais que le marché ne règle pas tout : si l'on compte commander des masques en Chine pour protéger des soignants chez nous mais que la Chine est bloquée en raison de la pandémie, il n'y a plus de masques et on ne protège pas les soignants ni la population, c'est aussi simple que cela.

*

Le cinquième point touche à la gestion de la pandémie. Aujourd'hui, tous les politiques sont obligés de se résoudre à cette gestion, même ceux qui ne croyaient pas devoir le faire, comme Trump, Johnson, Rutte (Premier Ministre des Pays-Bas), qui voulaient laisser le virus se répandre et la collectivité s'immuniser. Même ceux-là sont obligés de faire machine arrière de façon précipitée. En effet ne rien faire, comme ils le préconisaient au départ, non seulement coûtera plus cher financièrement au système capitaliste mais aussi leur coûtera très cher à eux électoralement, et par exemple pour Trump ce n'est pas une considération mineure, loin s'en faut. Donc ils nous disent tous la même chose : que c'est une question de bien commun, et qu'il faut tous être unis autour de nos dirigeants éclairés pour combattre le virus. Bien évidemment, il faut respecter les consignes de sécurité : rester confiner, respecter la distanciation physique (plutôt que sociale)... Ne pas le faire serait irresponsable mais respecter les consignes de sécurité ne

signifie pas qu'il faut se soumettre à la logique politique qui se cache derrière ces consignes. Cette logique c'est une logique de classe, de capitalisme pur et dur. La première priorité de cette logique c'est de réduire au minimum l'impact de la pandémie sur le secteur productif, là où on fait du profit, qui est le cœur de l'économie capitaliste, et c'est la raison pour laquelle on va envoyer les ouvriers au travail dans des secteurs qui ne sont pas de production essentielle.

La deuxième priorité de cette gestion de la pandémie c'est de ne pas remettre en cause la politique antisociale, les plans d'austérité qu'ils imposaient jusqu'à maintenant, surtout dans le secteur des soins, d'où la surcharge de travail de tous les personnels de ces secteurs. Évidemment la condition pour que cette équation puisse s'équilibrer, c'est de mettre le couvercle sur toutes les activités sociales, culturelles ou personnelles qui ne relèvent pas de ces catégories-là, d'où le lockdown et le confinement.

Il y a aussi une préoccupation politique qui s'ajoute à ces considérations, à savoir que tous les gouvernements (ou la plupart d'entre eux) sont confrontés à une terrible crise de légitimité ; les gens n'y croient plus et veulent du changement. La pandémie offre aux dirigeants une possibilité de se présenter comme chefs de guerre, comme le fait Macron à la télévision, des mécanismes de pouvoir fort s'instituent au prétexte de la lutte contre la pandémie. Le cas d'école, c'est Orban en Hongrie, qui s'est institué dictateur pour la gestion de l'épidémie. On est dans la logique décrite par Michel Foucault : la biopolitique couplée au « surveiller et punir ». Il s'agit d'un sérieux avertissement car la pandémie est grave mais n'a rien à voir en comparaison avec l'impact du changement climatique, si on a un basculement vers un cataclysme climatique et une montée du niveau des océans de 2 ou 3 mètres. Mais la gestion de la pandémie nous donne une image de ce que serait la gestion capitaliste d'une situation de ce genre, qu'ils n'auront évidemment pas vue venir, et qu'ils seront obligés de gérer. Leurs priorités seront alors les mêmes : priorité à la production, mise sous le boisseau des libertés, de la vie sociale, de la vie culturelle, et au nom de la lutte contre le fléau, s'accorder des pouvoirs spéciaux, créer un État fort.

*

Sixième point, l'objectif stratégique de la gestion sanitaire est évidemment de relancer la machine capitaliste, qui est pour l'instant complètement en panne du fait de la pandémie. La situation va déboucher sur une crise économique d'une très grande ampleur, pire que la crise financière de 2007-2008. Pour faire face à la situation, les gouvernements doivent aujourd'hui lâcher du lest dans leurs politiques néolibérales : l'Union Européenne a mis au frigo le pacte de stabilité budgétaire et ses objectifs de zéro dettes/zéro déficit. Ils sont même obligés d'aller plus loin et de remettre en cause non seulement certains dogmes néolibéraux mais également un certain nombre de règles capitalistes, par exemple la sacro-sainte liberté d'entreprendre pour les entreprises. On évoque des nationalisations, des réquisitions, autrement dit il faut sauver le capitalisme mis en danger par le capital. Cela ne signifie absolument pas qu'il y aurait déjà rupture

avec le néolibéralisme et a fortiori avec le capitalisme, cela signifie au contraire que se prépare une offensive sociale de très grande ampleur, à laquelle les classes populaires doivent se préparer à riposter.

Je me limite ici à l'impact écologique de la relance de l'économie capitaliste. Cet impact est très dangereux. François Gemenne[1] n'a pas tort quand il déclare que la crise du coronavirus est une catastrophe climatique[2]. Car le discours qu'on va nous tenir est celui de la priorité à l'économie, à la relance, en prenant le prétexte de l'emploi. Donc, pour relancer l'économie, il faudra donner amoindrir les objectifs climatiques, assouplir des réglementations environnementales jugées comme trop rigides, etc. Mais François Gemenne n'a pas raison non plus, car tout cela n'est pas dû au Coronavirus, au contraire cette crise aujourd'hui nous prouve qu'on pourrait réduire assez radicalement les émissions de CO2 d'environ 7% par année à condition de produire et de transporter moins de marchandises sur la planète. Le danger ne vient pas de la crise du coronavirus mais de la réponse capitaliste à cette crise du coronavirus, et il est d'autant plus grand que cette crise sert de prétexte ou de paravent pour répondre à une crise économique qui avait commencé avant la pandémie.

Nous devons nous préparer à une attaque très dure car ils vont mettre en balance, comme c'est très souvent le cas dans le capitalisme, l'emploi d'une part et la défense de l'environnement d'autre part. Cependant il y a une contradiction très importante dans cette volonté d'offensive : c'est que la volonté de relancer et de donner la priorité au capital et à sa rentabilité va à l'encontre du sentiment de la population qui pense que nous sommes allés trop loin avec l'économie, le profit, qu'on a oublié le social, la santé, les soins aux gens. Cette contradiction constitue un obstacle majeur pour l'offensive capitaliste que les gouvernements veulent mener.

Parce que prendre soin à la lumière de la crise de la pandémie, cela prend un contenu très concret aujourd'hui. Il s'agit d'éviter d'autres pandémies qui pourraient être plus graves et qui auraient la même origine dans la destruction des écosystèmes.

La conclusion coule de source, si nous voulons éviter d'autres pandémies, il faut sortir de l'agrobusiness, de l'élevage industriel, il faut arrêter la déforestation, il faut une réforme urbaine de longue haleine qui déconstruise toutes ces mégapoles et qui construise des villes plus interconnectées avec des milieux naturels ou semi-naturels. Pour lutter contre les pandémies il faut surtout de l'eau propre, à laquelle des centaines de millions de gens n'ont pas accès. L'eau doit être publique et ne pas servir à irriguer les plantations agro-industrielles. De même, si on veut instaurer des systèmes de santé robustes, capables de faire face aux nouvelles pandémies de l'Anthropocène, il faut les refinancer radicalement. Pour cela, il faut faire payer les actionnaires, et annuler la dette dans les pays du sud. Quarante-six pays consacrent plus d'argent aux intérêts sur la dette qu'aux soins de santé. L'annulation de la dette est une condition *sine qua non* de lutte contre les pandémies.

Il y a aussi le changement climatique lui-même. On sait que la fonte du permafrost va fort probablement libérer des virus ou des bactéries anciens qui vont se répandre par le biais des ouvriers qui travaillent dans des mines des régions concernées. C'est pourquoi il faut absolument respecter l'objectif fixé à Paris de 1,5°C de réchauffement maximum, donc socialiser l'énergie et la finance.

Bref, il s'agit de tirer sur le fil du « prendre soin » – une thématique développée par les (éco)féministes – pour dévider l'ensemble des objectifs anticapitalistes. Il s'agit de reformuler l'alternative écosocialiste en partant de ce point de vue-là, en partant de ce changement majeur qui est qu'aujourd'hui les gens tirent de la crise la conclusion qu'il faut donner une priorité beaucoup plus forte à la santé, au bien-être, au prendre soin et qu'il faut pour cela mettre les moyens sur la table. Cela représente un tournant stratégique majeur, car depuis des décennies les écosocialistes sont confrontés à un problème : la lutte écologique, bien que sociale à long terme, apparaît comme en contradiction avec le bien-être social à court terme. Ici, avec ce changement majeur, l'irruption du « prendre soin », les deux problématiques se superposent, le social et l'écologique coïncident : mener le combat social c'est mener une lutte écologique.

C'est ce tournant qu'il faut essayer de saisir et dont il faut voir l'opportunité. Cela a des conséquences immédiates et il faut commencer maintenant ce combat, en luttant contre ce système et les projets productivistes comme la 5G, en luttant pour que la santé soit mise définitivement hors du marché et qu'elle soit refinancée, que l'industrie pharmaceutique soit confisquée, que les banques soient socialisées, etc.

Transcription réalisée par Le Groupe écosocialiste de solidaritéS et révisée par le conférencier.

Notes

[1] Membre du GIEC et coauteur de *l'Atlas de l'Anthropocène*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.

[2] « Pourquoi la crise du coronavirus est une bombe à retardement pour le climat », Le Soir, 20 mars 2020,